

12) janvier
52

Beaucoup d'événements d'importance cette semaine qui permettent de distinguer la forme que prendra 1952 : l'orientation de la politique soviétique et la candidature désormais certaine du général Eisenhower à la présidence des Etats-Unis ; les raisons profondes du voyage de Churchill à New-York et peut-être une inflexion de la politique extérieure française.

La décision du Kremlin.

Vichinsky, qui parle trop, a laissé percer les intentions soviétiques. Pendant ces sept derniers mois — depuis l'ouverture des pourparlers d'armistice en Corée — on avait l'impression que la politique russe hésitait ; temps de réflexion pour le Kremlin disions-nous. Certains s'étaient hâtés d'en tirer espoir d'une détente internationale que pourtant toute l'expérience antérieure dément. Encore une fois, c'est dans une nouvelle phase de la guerre tiède qu'il faut entrer.

Les Russes ont été déçus par l'ampleur du réarmement américain, la cohésion des diplomates occidentales et surtout par les déboires de leur domination en Europe orientale et centrale. Tout juste espèrent-ils maintenir leur emprise sur les satellites de l'Ouest de plus en plus réfractaires à la tyrannie communiste. Forcé est de s'en tenir à la défense de ce côté. En Moyen-Orient, ils ne se sont pas laissés tenter par une action directe. Les intérêts occidentaux sont trop importants dans cette partie du monde, c'était risquer la guerre.

En Extrême-Orient, au contraire, le champ reste propice. Quand Vichinsky parle des projets d'agression des Américains dans le Sud-Est Asiatique on sait que cela veut dire que les communistes s'y préparent eux-mêmes. Après avoir amené les pourparlers de Pan Mun Jon aux limites de l'accord les Soviétiques semblent avoir décidé de les faire échouer. Et l'on doit compter à la fois avec une reprise de la guerre dans ce secteur et une poussée chinoise vers l'Indochine, la Birmanie et le Siam. La Russie naturellement ne sera pas directement en jeu et les Européens et les Américains vont avoir à soutenir à quelque dix mille kilomètres de leurs bases une lutte difficile et épuisante. Cela mettra l'opinion américaine à rude épreuve.

Déjà la guerre de Corée est peu populaire et très coûteuse. La question Mac Arthur, de bombarder ou non les bases mandchoues va se poser à nouveau. Quant à une aide militaire directe aux Français en Indochine le Congrès des Etats-Unis l'admettra-t-il ? Faudra-t-il mouvoir l'armée de Tchank Kai de Formose sur le continent et se mettre de ce fait en guerre ouverte avec Mao Tsé Tung ? Pourra-t-on demander aux Anglais et aux Français en situation politique et financière critique un nouvel effort en Asie ?

Si l'on en juge par les débats récents au parlement français, la thèse de l'abandon a gagné bien des esprits. Moscou a donc jugé qu'une intensification de la lutte en Extrême-Orient comportait le maximum d'avantages avec peu de risques. Mêmes une défaite chinoise ne serait pas périlleuse pour les Soviétiques, car elle ne saurait être totale et définitive. De plus, les chances de diviser les Alliés occidentaux sont beaucoup meilleures en Extrême-Orient qu'en Europe, ou en Perse, où leurs intérêts sont solidaires.

La candidature d'Eisenhower.

L'annonce que le général Eisenhower acceptait sa nomination comme candidat du parti républicain à la Maison Blanche est particulièrement heureuse. Elle assure une parfaite continuité dans le dessein de la politique américaine. L'élection du général assurera un même temps un changement d'administration dont les besoins étaient plus qu'évidents après les récents scandales. Elle garantit pour l'Europe une aide et une vigilance précieuse. Il reste cependant que les politiciens professionnels vont essayer de faire obstacle au succès du général. Mais les circonstances forceront son élection.

Les entretiens de Churchill à Washington.

Churchill a eu avec le Président Truman plusieurs entretiens. Tout ce qu'on sait, c'est que les questions à débattre ont été serrées de près par un nombre de conseillers et d'experts ; que la conférence n'a ressemblé en rien aux tête-à-tête amicaux de Churchill et de Roosevelt pendant la guerre. En fait ce ne sont pas tant des problèmes internationaux et surtout des problèmes européens qui ont cessé d'être urgents, qu'il s'est agi, mais de la situation financière dramatique où se trouve l'Angleterre.

Les finances britanniques.

On vient d'apprendre en effet que l'hémorragie de dollars et d'or atteint près d'un milliard de dollars dans les trois derniers mois ; les réserves n'étaient plus que de deux milliards 300.000, à ce rythme là, la banqueroute serait fatale en Septembre. Ce qui est plus grave c'est que l'Angleterre en plus de ce déficit en dollars est endettée de tous côtés. Les colonies ont accumulé des avoirs en sterling à Londres. Ceux des Dominions ont atteint 3 milliards de livres et l'endettement vis-à-vis de l'Union Européenne des paiements croît de 60 millions par mois, cela sans parler des dettes contractées pendant la guerre en Egypte et aux Indes, et de celles à l'endroit du Canada et des Etats-Unis. Les pays du bloc sterling vont se réunir ces jours-ci pour débattre la situation.

Certes le rythme actuel pourra être ralenti par de nouveaux sacrifices, mais tout le système économique du monde libre va s'en trouver ébranlé. Le commerce entre les pays du bloc sterling et l'Europe est déjà considérablement réduit ; la France, l'Italie, la Belgique, l'Allemagne et d'autres sont atteints. Les pays du sterling incapables de convertir leurs livres en dollars ne peuvent plus s'approvisionner selon leurs besoins. L'Amérique tout entière voit ses exportations diminuer.

Ce qui rend la question redoutable, c'est que le système bancaire sur lequel repose le monde du sterling et dont le siège est à Londres est irremplaçable à l'heure actuelle. S'il cessait de fonctionner le commerce du monde entier serait paralysé. Force est donc aux Etats-Unis de renflouer le navire britannique et c'est cette perspective qui explique l'accueil très réservé que Churchill a rencontré aux Etats-Unis dans la presse et dans l'opinion. Les Américains avaient beaucoup compté sur le succès des Conservateurs aux élections pour renverser la vapeur et tirer l'Angleterre du régime socialiste. L'homme d'affaires moyen est persuadé qu'il a payé de ses impôts l'expérience sociale des travaillistes et il se refuse à continuer. Or justement Churchill n'a rien fait que continuer la politique de ses adversaires tant en matière extérieure, que sociale et financière. D'où l'accès de mauvaise humeur de ces derniers temps. Comme il est impossible aux Etats-Unis de laisser se désagréger le bloc sterling en cette période de tension internationale, l'Américain moyen sait bien qui paiera.

La position française.

C'est à un moindre degré ce qui se passe pour la France. La France n'a pas les excuses de l'Angleterre. Elle n'en a pas les difficultés de structure. Le délabrement de ses finances est entièrement dû aux fautes de sa politique. Ce ne sont ni les dépenses en Indochine, ni les destructions de la guerre, en bonne partie couvertes par l'aide Marshall qui justifient un budget qui atteint 40 % du revenu national. Des pays pauvres et plus frappés qu'elle, comme l'Italie ont pu, depuis quatre ans, défendre leur monnaie et devenir crédateurs de leurs voisins. Pour ne rien dire de l'Allemagne dont le redressement est étonnant. Aussi lorsqu'on voit des politiciens dont le passé n'est pourtant pas très brillant préconiser une politique nouvelle où la solidarité atlantique et l'unité européenne seraient remises en cause, on leur demande s'ils nous offrent les finances qu'une telle attitude exigerait si elle était sensée. Sinon c'est de la mauvaise foi.